



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Vendredi 14 juin 2013  
Numéro 358

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

---

## Titres des journaux

---

As Safir (nationaliste arabe)

*Pour que le discours de Hariri ne provoque pas une fitna*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Plainte libanaise rare contre les agressions syriennes.*

*Hariri: Le Hezbollah conduit le Liban à la destruction*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Assad: Nous préparons une Résistance dans le Golan*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Hariri met en garde contre un danger existentiel*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Hariri: Le Hezbollah a précipité le Liban dans un danger existentiel*

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

*Soutien militaire US aux rebelles syriens, décide Washington*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Hariri tire la sonnette d'alarme et Mansour se rebelle*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*La campagne de Rouhani s'attend à sa victoire dès le premier tour. Les candidats fondamentalistes s'affrontent en rangs dispersés*

---

## L'événement

### ***Wasghinton va armer les rebelles, la Russie l'accuse de mentir***

Prétextant l'utilisation par l'armée syrienne d'armes chimiques, les Etats-Unis ont franchi un pas supplémentaire vers l'armement des rebelles syriens, ce qui aura pour conséquences directes de prolonger la durée de la guerre et de torpiller les efforts diplomatiques déployés pour trouver une issue politique au conflit. Après Paris et Londres, Washington a donc annoncé jeudi qu'il était arrivé à la conclusion que des armes chimiques, notamment du gaz sarin, avaient été utilisées en Syrie. Entre 100 et 150 personnes au minimum ont été tuées dans des attaques chimiques en Syrie, a annoncé dans un communiqué Ben Rhodes, conseiller adjoint de sécurité nationale du président américain Barack Obama. Le responsable US a innocenté les rebelles contrairement au rapport d'enquête des Nations unies. "Nous pensons que le régime Assad garde le contrôle de ces armes. Nous ne disposons pas d'informations solides, corroborées, indiquant que l'opposition en Syrie a acquis ou utilisé des armes chimiques", a-t-il indiqué. La Maison Blanche a indiqué que Barack Obama avait décidé d'octroyer une "assistance militaire directe" à l'opposition syrienne, estimant qu'une "ligne rouge" avait été franchie. Les Etats-Unis se sont abstenus de détailler la forme que prendrait cette assistance militaire. Mais le New York Times a indiqué que des livraisons d'armes, dont des missiles antichars, seront coordonnées par la CIA. D'autres informations évoquent la possible instauration d'une zone d'exclusion aérienne près de la frontière jordanienne. Dans ce cadre, les Etats-Unis vont laisser dans le royaume hachémite des chasseurs F-16 et des missiles Patriot, ainsi qu'une unité de Marines sur des navires amphibies, à la fin d'exercices militaires communs.

Le sénateur républicain John McCain a loué les déclarations de la Maison Blanche mais réclamé une nouvelle fois l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne et la livraison d'armes lourdes. "Il est temps d'agir de façon décisive. Nous avons besoin d'armes lourdes capables de s'en prendre aux chars, et nous avons besoin de missiles sol-air. La seule chose qui changera l'équation sur le champ de bataille est la destruction de la capacité aérienne (du régime Assad) et l'établissement d'une zone sûre" d'exclusion aérienne.

La riposte russe au bellicisme américain ne s'est pas faite attendre. Un influent député russe proche du Kremlin a affirmé que les conclusions des Occidentaux sur l'utilisation d'armes chimiques par les forces de Bachar el-Assad sont des faux comparables aux accusations sur les prétendues armes de destruction massive de Saddam Hussein. "Les informations sur l'utilisation par Assad d'armes chimiques sont des faux du même ordre que les mensonges concernant les armes de destruction massive de Saddam", a commenté Alexei Pouchkov, président de la commission des Affaires étrangères de la Douma. "Obama, ajoute-t-il sur son compte Twitter, emprunte la même voie que George Bush", ajoute-t-il. Un membre de la délégation russe aux Nations unies a par ailleurs déclaré sous couvert d'anonymat à la chaîne panarabe Al-Mayadeen que si les Occidentaux arment les rebelles, Moscou livrera des armes nouvelles au régime syrien, en allusion aux missiles S-300.

## As Safir

L'ancien Premier ministre Saad Hariri a lancé une grosse pierre sur la scène politique libanaise à travers une lettre adressée aux Libanais contre le Hezbollah et, par conséquent, contre une faction importante de la population.

Le leader du Courant du futur a peut-être voulu anticiper le discours du secrétaire général du Hezbollah prévu aujourd'hui afin de le mettre sur la défensive et d'empêcher le parti d'exploiter à l'interne les résultats de la bataille de Qoussair. Saad Hariri a brisé tous les ponts avec le Hezbollah et a brûlé tous les navires. Sa lettre est un véritable acte d'accusation contre la Résistance, lui faisant assumer la responsabilité de tous les maux qui frappent le Liban et l'accusant de constituer une menace existentielle pour le pays, de contrôler ses dirigeants et ses institutions, sous une couverture iranienne.

Cette lettre, écrite par une main professionnelle, rejoint la violente campagne lancée contre le Hezbollah par le Conseil de coopération du Golfe, les Etats-Unis, l'Europe, des pays arabes, couronnée par des fatwas religieuses émises dans plusieurs capitales arabes.

Quelle est la fonction de cette lettre? Illustre-t-elle la colère des pays du Golfe à l'égard du rôle du Hezbollah dans la modification des rapports de force sur le terrain en Syrie? Ou bien est-ce un coup de colère après l'échec d'un pari politique et militaire en Syrie à partir de la porte de Qoussair? Ou bien encore reflète-t-elle une inquiétude des pays du Golfe du déclin américain dans la région au profit de l'Iran et de la Russie. Aussi, l'Arabie saoudite a-t-elle voulu tapoter sur la table pour rappeler qu'elle est présente, pour ne pas être exclue du compromis qui pointe à l'horizon en Syrie?

Pourquoi Saad Hariri a-t-il tranché le débat sur la nature de la confrontation en cours en Syrie et l'a mise dans le cadre d'un affrontement entre sunnites et chiites dans l'ensemble de la région, approfondissant ainsi les dissensions internes au Liban? Pourquoi vouloir présenter le danger du Hezbollah contre le Liban et le monde arabe, et avec lui l'Iran et le régime syrien, comme étant plus pernicieux que le danger israélien en cette période?

Admettons que le Hezbollah ait impliqué le Liban dans la crise syrienne. La lettre de Saad Hariri n'entraîne-t-elle pas le Liban dans la grande confrontation à l'échelle de la région? N'invite-t-elle pas au Liban les crises syrienne et irakienne, le conflit entre le Golfe et l'Iran et le projet de discorde?

Saad Hariri dispose-t-il de données sur lesquelles il a bâti des convictions sur les changements des rapports de forces, pour oser défier le Hezbollah?

Hariri se lance-t-il dans une aventure calculée cette fois-ci? ou bien a-t-il été poussé par quelqu'un dans cette aventure pour être exploité dans une vaste confrontation allant du Golfe au Liban en passant par l'Irak et la Syrie?

L'ancien Premier ministre parie-t-il encore une fois sur la mouvance salafiste -qu'il avait désavoué par le passé, abandonnant le sang de sa jeunesse- pour qu'elle livre pour son compte une guerre ouverte contre les chiites? Laisse-t-il entendre qu'il pourrait accorder une couverture aux courants fondamentalistes qui commencent à avoir une grande influence sur la scène sunnite?

Enfin, les propos de Hariri risquent-ils de saper la sécurité à Tripoli, Saïda, et peut-être à Beyrouth et dans la Békaa-Ouest?

## Nowlebanon (Site libanais proche du 14-Mars)

Les Émirats arabes unis pourraient abolir sous peu les permis de séjour de 1200 Libanais. La communauté libanaise aux Émirats compte près de 120000 personnes. Parallèlement, l'un des pays du Conseil de coopération du Golfe aurait informé il y a quarante-huit heures le palais Bustros de sa décision d'expulser dans l'immédiat neuf ressortissants libanais, dont deux sunnites, deux chrétiens et cinq chiites. Cette mesure suscite l'inquiétude des milieux libanais dans le Golfe qui craignent que les sanctions que le Conseil de coopération du Golfe a décidé d'appliquer à l'encontre des membres et partisans du Hezbollah ne dépassent le cadre des Libanais proches du Hezbollah pour englober également les factions alliées au parti.

## ILS ONT DIT...

**Rafic Hariri**, ancien Premier ministre libanais

**“Le projet du Hezbollah au Liban détruit la formule de coexistence, le système démocratique et l'unité des confessions musulmanes. Notre patrie est en danger et on est face à un tournant dangereux. De par son implication dans la guerre en Syrie, le Hezbollah met en danger les relations entre sunnites et chiites au Liban et les relations entre ce pays et ses voisins arabes.**

**Jamil Sayyed**, ancien directeur de la Sûreté générale (8-Mars)

**“Michel Sleiman devrait revoir ses déclarations officielles, notamment celles qui ont été publiées récemment et qui risquent de verser de l'huile sur le feu au lieu d'apaiser la situation. Par exemple la déclaration relative au bombardement syrien de Ersal. Le chef de l'État s'est empressé de dénoncer ce bombardement, alors qu'il aurait mieux fait, en tant qu'expert militaire, d'appeler l'armée à se déployer immédiatement à la frontière libano-syrienne, ce qui aurait empêché le trafic d'armes vers la Syrie, et de protéger ainsi le Liban des représailles de l'armée syrienne. Cela fait deux ans que le président de la République ferme les yeux sur ce qui se passe à la frontière libano-syrienne, et met ainsi les habitants de Ersal et leurs voisins syriens en danger.**

**Gebran Bassil**, ministre de l'Energie (Bloc Aoun)

**“La responsabilité morale et humanitaire ne permet pas au Liban de recevoir autant de réfugiés et de blessés syriens, qu'ils soient civils ou combattants. L'exemple palestinien est là. Par le passé, certaines parties libanaises avaient pris le parti des réfugiés palestiniens aux dépens des Libanais. Nous ne voulons pas retomber dans la même erreur.**

## **Raï et Yazigi appellent à la libération des 2 évêques**

*Le patriarche maronite Mgr Béchara Raï et le patriarche d'Antioche et des Églises d'Orient, Mgr Youhanna Yazigi, à Bkerké, ont appelé dans un communiqué les ravisseurs des deux évêques enlevés en Syrie par des rebelles extrémistes en Syrie, Mgrs Boulos Yazigi (le frère du patriarche grec-orthodoxe) et Youhanna Ibrahim, à leur libération. Ils ont également appelé à la libération de tous les détenus sur le territoire syrien, "par respect de l'homme et des libertés". Les deux patriarches, qui ont tenu une réunion à Bkerké, ont par ailleurs exprimé leur tristesse et leur consternation face à la poursuite de la violence en Syrie, appelant les parties libanaises et internationales "à cesser de s'impliquer dans le conflit et à œuvrer pour la paix".*

## **Des extrémistes juifs vandalisent un cimetière orthodoxe à Yafa**

*Des extrémistes juifs ont écrit en hébreu "Prix à payer" et "revanche" sur les pierres tombales d'un cimetière orthodoxe de Yafa, près de Tel-Aviv. Les pneus de cinq véhicules stationnés à proximité ont également été crevés. Des colons extrémistes ainsi que des activistes d'extrême droite mènent sous l'appellation du "Prix à payer" des représailles sur des villageois palestiniens, ou arabes israéliens, des lieux de culte musulmans et chrétiens. Des graffiti et des insultes antichrétiens en hébreu avaient été tagués en mai sur un mur de l'église de la Dormition, l'une des principales abbayes de Jérusalem, alors dernier en date d'une série d'actes de vandalisme antichrétien. Les auteurs de ces crimes sont rarement traduits en justice.*

## **Al Akhbar**

*Nicolas Nassif, journaliste libanais indépendant*

Le Hezbollah a tourné le dos à la polémique suscitée par sa participation dans les combats en Syrie, notamment à Qoussair, ignorant les critiques virulentes et les accusations provoquées par son implication dans ce conflit et faisant état des répercussions négatives de cette implication sur la scène sunnito-chiite au Liban. Le Hezbollah s'en est remis à Nabih Berry pour gérer la bataille de la prorogation du mandat du Parlement, dont il est le plus fervent adepte, après avoir tracé les limites des négociations avec Tammam Salam au sujet de la composition du gouvernement. Le Parti ne s'est pas contenté de tourner le dos aux échéances internes et à ses adversaires, mais aussi à ses alliés, laissant ainsi entendre que sa véritable bataille se déroule en Syrie et non pas sur le sol libanais. Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, devrait faire la distinction entre les volets interne et externe de sa politique lors de son intervention télévisée qui aura lieu demain samedi, à l'occasion de la «Journée du blessé».

Pour la première fois, des responsables du Hezbollah évoquent le rôle joué par leur parti en dehors de l'équation de la Résistance et du conflit avec Israël. Ils font état de l'influence du parti au Yémen, au Bahreïn, en Arabie saoudite, en Irak, en Palestine et à la frontière avec l'Etat hébreu, affirmant que le Hezbollah est aujourd'hui au cœur du régime syrien.

Pour le Hezbollah, la prise de Qoussair, le rôle qu'il y a joué ainsi que le renforcement du contrôle du régime syrien sur la frontière syro-libanaise revêtent une double importance. L'objectif de la bataille de Qoussair était de couper les voies de passage frontalières qui rendaient possible l'intervention du Liban dans la guerre syrienne, à travers le trafic d'armes et en assurant un sanctuaire aux rebelles. La prise de Qoussair fait partie d'un plan dont l'exécution sera achevée à Alep. L'importance de la bataille de Qoussair réside dans les calculs militaires, sécuritaires et politiques du Hezbollah, qui considère qu'il s'agit de la première offensive d'envergure qu'il mène depuis sa création, en dehors de ses zones d'influence. Jusqu'ici, il s'était engagé dans des combats défensifs contre Israël. Par conséquent, le commandement militaire du Hezbollah estime que la participation du Hezbollah aux combats à Qoussair constitue un nouvel exercice important depuis les derniers affrontements militaires avec Israël qui remontent à la guerre de juillet 2006. Ceci laisse prévoir, relève que pour protéger la Résistance, le Hezbollah est disposé à s'impliquer davantage dans la guerre en Syrie, que ce soit à Qoussair, à Zabadani, à Homs, ou même à Alep.

## **As Safir**

*Malak Akil, journaliste libanaise proche du 8-Mars*

Il est peu probable que la réunion du Conseil constitutionnel mardi prochain provoque un chamboulement des équations mises en place par les protagonistes, favorables au report des élections ou ceux qui préfèrent la prorogation du mandat du Parlement.

Dans les coulisses du "tandem chiite" (le Mouvement Amal et le Hezbollah, ndr) on ne comprend pas "l'entêtement" du général Michel Aoun à vouloir organiser les élections "malgré la volonté parlementaire illustrée par 108 députés qui ont voté en faveur de la prorogation". Si le général Aoun assure pouvoir accomplir des percées dans certaines circonscriptions chrétiennes difficiles, comme à Batroun, le tandem chiite pense qu'il ne pourra pas le faire sans le soutien de ses alliés chrétiens, avec à leur tête le Tachnag. Or le parti arménien avait déjà informé ses alliés qu'il n'était pas prêt pour la bataille électorale. La situation des autres alliés n'est pas meilleure. Dans les milieux chiites, certains n'hésitent pas à dire: "Notre choix (la prorogation) protège Michel Aoun". Mais en dépit des divergences portant sur l'évaluation de la situation électorale, le président Nabih Berry et le commandement du Hezbollah sont déterminés à ne pas "aggraver le problème avec Michel Aoun". Ces divergences sont mises "dans la case des différences d'opinion qui peuvent parfaitement être gérées pour éviter d'autres tensions".